



**Communiqué de presse FSU 93 :  
L'économie et le social en cadeau pour la droite !**



Non satisfait d'avoir offert Matignon à Edouard Philippe, un des parlementaires les plus inexistants à l'Assemblée nationale, le Président Macron apporte dans sa dot l'économie et le social dans ce mariage hors norme.

La nomination de Bruno Le Maire comme ministre de l'Economie confirme l'offensive libérale souhaitée par le Président de la République.

Si le casting, en cette période de festival de Cannes, relevait d'une nouvelle production d'une multinationale du cinéma, nul doute que le film recevrait la palme d'or des services rendus à la casse du système social et du droit du travail.

Aujourd'hui, ce sont les politiques droitières et les desideratas du MEDEF auxquels le président de la République déroule le tapis rouge. L'éducation aurait pu échapper à cette déferlante, puisque le Président se déclarait « et de droite, et de gauche »... les masques tombent, avec Jean-Michel Blanquer, directeur adjoint du cabinet de Gilles de Robien, puis recteur de notre académie avant d'occuper les fonctions de directeur général de l'enseignement scolaire sous Nicolas Sarkozy, période dont l'école ne parvient pas à se remettre ! Cette nomination implique le développement d'une école élitiste, aux ambitions réduites pour les milieux les plus populaires, et cherchant à caporaliser les enseignant-e-s par le développement de l'autonomie.

Pas question de laisser gravir les marches sans broncher aux membres du gouvernement qui ont déjà fait la preuve de leur défiance vis-à-vis des salarié-e-s et des syndicats !

Ce matin, Pierre Gattaz rappelait son souhait de voir des profils de ministres qui connaissent le monde de l'entreprise pour servir les intérêts du MEDEF en matière de casse du code du travail. Le souhait de Monsieur le président du MEDEF est exhaussé, avec Muriel Pénicaud. La nouvelle ministre du travail est une ex-DRH de Danone, Dassault System, Orange ou et la SNCF, qui depuis plus de deux ans dirigeait Business France, agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française.

De même, Gérard Darmanin (LR) aura en charge la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, lui qui, formé par Sarkozy, a pu observer de près la casse des services publics entre 2007 et 2012. Son challenge : réduire les missions des services publics à des exercices comptables dans le cadre de l'austérité budgétaire.

Ce dernier critiquait ouvertement le libéralisme de M. Macron ou son passé de banquier, en déclarant le 25 janvier, dans une tribune publiée par L'Opinion : « le bobopulisme de M. Macron . Loin d'être le remède d'un pays malade, il sera au contraire son poison définitif. Son élection, ce qu'au diable ne plaise, précipiterait la France dans l'instabilité institutionnelle et conduira à l'éclatement de notre vie politique ». Il rejoindra pourtant bien Bercy pour y engager des réformes relatives à la sécurité sociale, la fonction publique et l'Etat. Néanmoins, puisqu'il sera également en charge du budget, au nom de tous nos collègues de la fonction publique, nous lui transmettons ce message :

**« Nous ne sommes pas une charge, mais un investissement ! »**

<http://fsu93.org/Manifeste-site.pdf>

Contact Presse : Didier BROCH (0619489411)